

Les parlementaires invités à dire stop aux bombardements des civils



Dans le cadre de sa campagne « Stop bombing civilians », Handicap International (HI) invite les parlementaires de huit pays à s'engager contre les bombardements en zones peuplées, pratique devenue quasi systématique dans les conflits actuels, tuant et blessant à 92 % des civils. En Suisse, les membres de l'Assemblée fédérale sont appelés à prendre position en signant la pétition et à faire pression sur le Conseil fédéral pour un engagement plus ferme contre l'utilisation des armes explosives.

Cette campagne d'interpellation est menée en septembre et octobre dans huit pays : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Suisse. L'ONG cherche à sensibiliser la classe politique au désastre humanitaire posé par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées, à susciter des débats publics, et à amener les politiques à prendre position et trouver des solutions politiques à cette pratique inacceptable.

La Suisse est un membre actif d'un groupe de douze Etats qui travaille depuis quelques années à l'élaboration d'une déclaration politique visant à mettre fin à l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Le processus est officiellement soutenu par le secrétaire général de l'ONU, mais il y a urgence. Le gouvernement suisse est donc invité à s'engager plus fermement pour la protection des civils et à avoir une position claire dans la lutte contre le bombardement des civils en zones urbaines.

Dans la plupart des conflits actuels, les combats se déroulent dans les villes. Raqqa, Sanaa, Mossoul, Mogadishu et le Donbass deviennent les symboles des pires atrocités. Dans les zones peuplées, 92% des victimes d'armes explosives sont des civils : des hommes, des femmes, des enfants qui n'ont rien à voir avec les combats et qui devraient être protégés des effets de la guerre comme l'exige le droit international humanitaire.

Au-delà des victimes directes, cette pratique militaire entraîne de nombreuses conséquences sur le long-terme telles que des blessures invalidantes, des traumatismes psychologiques, des déplacements forcés, la destruction d'infrastructures civiles, une insécurité alimentaire ou encore des zones contaminées par les restes explosifs de guerres longtemps après les combats.

Les Etats doivent reconnaître le problème humanitaire posé par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées et œuvrer pour faire respecter le droit international humanitaire. Car bombarder les civils ce n'est pas la guerre, c'est un crime !

Petra Schroeter, directrice de Handicap International Suisse

[La campagne](#)